

**Rwanda.** *Le 10 juin, Alain Juppé est catégorique : « Qu'irions-nous faire là-bas ? » Le 15 juin, il annonce l'opération Turquoise. Que s'est-il passé entre-temps ? Enquête.*

# Pourquoi la France s'en mêle.

FRANÇOIS SOUDAN

Objectifs limités, risques illimités... » Dans son bureau de l'avenue Marceau à Paris, au siège de l'association Présence et Action du gaullisme, l'ancien Premier ministre Pierre Messmer ne décolère pas. En ce mardi 21 juin, le vieux grognard vient d'apprendre que les premiers éléments de l'opération Turquoise vont, le lendemain, pénétrer, à partir du Zaïre, en territoire rwandais : « Quelle erreur ! martèle-t-il, c'était aux Africains d'intervenir, pas à nous ! Comment voulez-vous que l'Afrique ne soit pas à la remorque de l'Occident si nous faisons tout à sa place ? » Certes, Pierre Messmer, qui avait déjà condamné l'opération américaine en Somalie ainsi que les précédentes interventions françaises au Rwanda, est en la matière un récidiviste. Mais ce baron gaulliste, dont le Premier ministre Edouard Balladur écoute volontiers les conseils, pose une fois de plus les bonnes questions. Pourquoi la France, en pleine période de désengagement africain, s'est-elle lancée dans l'une des opérations les plus hasardeuses et les plus contestées de ces dix dernières années ? La chronologie est à cet égard éclairante : elle démontre à quel point les médias, les organisations non gouvernementales et les soucis d'image ont, dans cette

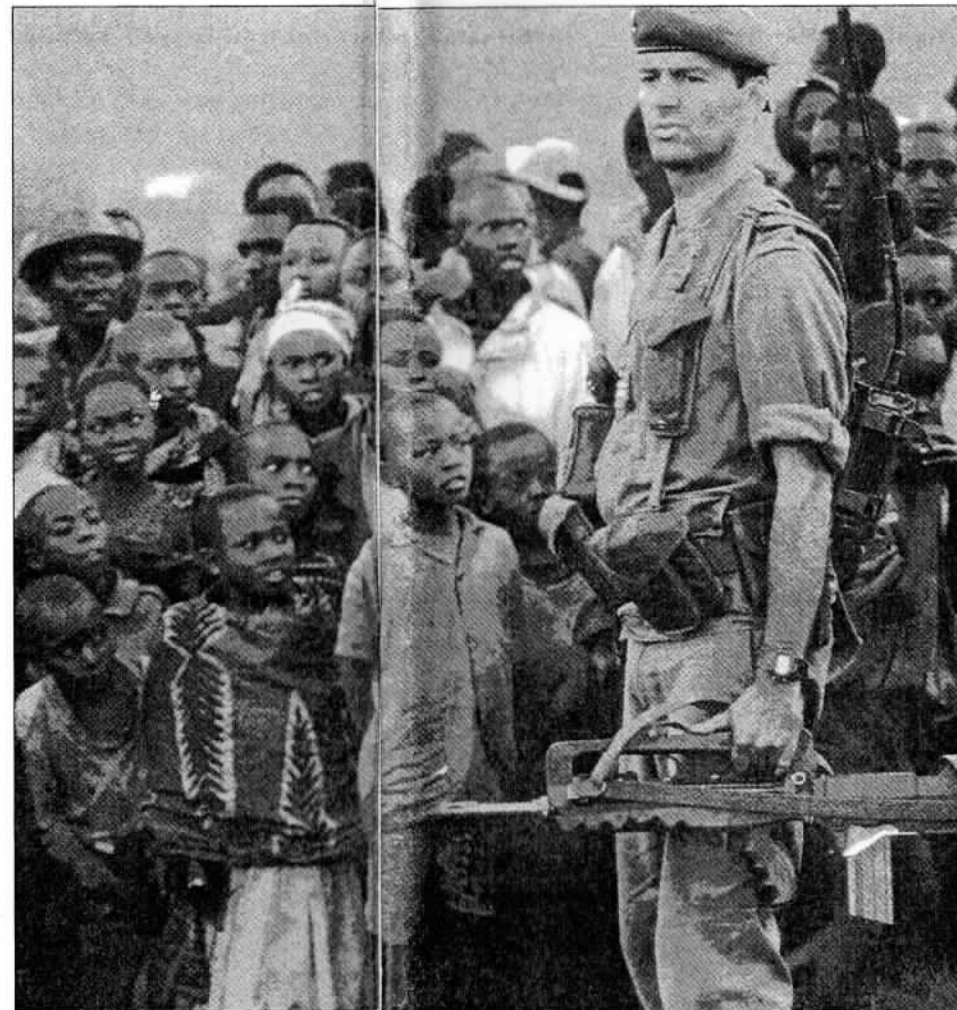
affaire, joué un rôle plus décisif que toutes les analyses politiques.

Le vendredi 10 juin, lorsque les radios rapportent l'effarant massacre des enfants tutsis d'un orphelinat de Kigali que dirige un Français, le père Blanchard, la politique rwandaise de Paris est plus que jamais au repli sur soi. En cette avant-veille d'élections européennes, gouvernement et chefs de partis ont la tête ailleurs. L'opération Amaryllis d'évacuation des Européens du Rwanda est achevée depuis deux mois. Le « devoir sacré d'égoïsme national » — la phrase est d'Edouard Balladur — a été accompli dans l'ordre. Plus question de remettre les pieds dans cette galère, d'autant que l'opinion ne le réclame pas. Poliment, on explique aux chefs d'Etat africains qui, de passage à Paris, expriment, à l'instar d'un Paul Biya ou d'un Omar Bongo, leurs inquiétudes quant aux effets contagieux d'une déstabilisation venue de l'extérieur — les « rebelles » du Front patriotique rwandais ne sont-ils pas basés en Ouganda ? — que la solution appropriée réside dans l'envoi d'une force panafricaine d'interposition. Recevant des journalistes en cet après-midi du 10 juin, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, est catégorique : « Qu'irions-nous faire là-bas ? Mille cinq cents hommes ne parviendraient pas à arrêter les massacres, d'autant qu'une des parties, le FPR, nous rejette. »

Le samedi 11 juin, à 20 heures, les journaux



Paul Kagame, le chef du Front patriotique rwandais (FPR).



télévisés reviennent, témoignages douloureux à l'appui, sur la tuerie de l'orphelinat. Le père Blanchard, qui s'exprime par téléphone depuis Kigali, bouleverse l'audimat. A Paris, les dirigeants de l'ONG Médecins sans frontières, reçus par Alain Juppé, exigent que « quelque chose soit fait ». Au Quai d'Orsay, les certitudes de la veille commencent à se brouiller. Lundi 13 juin, la tragédie rwandaise est au cœur du trentième sommet de l'OUA qui s'ouvre à Tunis : un cessez-le-feu, sous des auspices africains, est-il enfin possible ? On le croit, on veut le croire. Mais il sera violé trois heures après sa proclamation. Car une fois de plus, les chefs ont succombé aux délices empoisonnés des rivalités personnelles. Le très éphémère accord sur le Rwanda conclu à Tunis est en effet l'œuvre d'un homme, Mobutu Sese Seko, qui a agi seul, avec des forçeps, pour déboucher sur un avortement. Parce qu'il voulait à tout prix le présider en tant que « doyen » et parce que son homologue ougandais Yoweri Museveni lui déniait tout aussi obstinément ce privilège, Mobutu avait, quinze jours auparavant, fait échouer le projet d'un sommet régional à Dar es-Salam. Cette fois, le président zaïrois est bien décidé à réussir sans être gêné par quiconque. Dans sa suite de l'hôtel Abou Nawas, il reçoit donc les dirigeants du FPR et les oblige à reconnaître la signature qu'ils ont apposée un mois plus tôt à Gbadolite au bas d'un document de cessez-le-feu mort-né. Les Rwandais ne peu-

**Dans son bureau, Pierre Messmer ne décolère pas : « Quelle erreur ! martèle-t-il, c'était aux Africains d'intervenir, pas à nous ! »**

Arrivée des troupes françaises dans le camp de réfugiés tutsis de Nyarushishi.

## Mobutu rencontre Museveni. L'ambiance est d'une grande froideur.

vent que s'exécuter, mais ils confieront quelques heures plus tard aux Américains que tout cela n'a aucune valeur. Pendant ce temps, en séance plénière, alors que les chefs d'Etat parlent du Rwanda, le siège du Zaïre reste vide. Motif : Mobutu « consulte » dans sa suite. Partisan d'un sommet régional sérieux, dont les participants ne sortiraient qu'après avoir trouvé une solution, le Gabonais Omar Bongo ne cache pas son amertume devant le jeu personnel de son voisin. Eyadéma à propos de Bakassi, Mobutu sur le Rwanda... l'OUA célèbre le retour des vieux crocodiles et lui-même se sent un peu seul.

A Tunis, la France a dépêché plusieurs

observateurs, fort actifs dans les couloirs. Il y a là Bernard de Montferland, le conseiller diplomatique d'Edouard Balladur, assisté de son « Monsieur Afrique », Philippe Baudillon, ainsi que Bruno Delaye, de l'Élysée. Objectif : le Rwanda bien sûr. On espère beaucoup, à Paris, en la viabilité du cessez-le-feu. Mais il faudra vite déchanter. Signe avant coureur : la rencontre Mobutu-Museveni se déroule dans un climat de grande froideur — « Je ne le sens pas », confie le maréchal à l'issue de l'entretien. Entre les Français et le même Museveni, le courant ne passe pas mieux. Vient enfin Jerry Rawlings, le Ghanéen. Avec son franc-parler habituel,

## Paris, faute de mieux.

Médecins sans frontières a pesé de tout son poids pour que la France intervienne au Rwanda. Trois audiences décisives de Philippe Biberson, son président, les 15 et 16 juin, avec Alain Juppé, François Mitterrand et Bernard de Montferland, le conseiller diplomatique du Premier ministre Edouard Balladur, ont ainsi contribué à emporter la décision politique française. Alors que la plupart des organisations humanitaires exprimaient publiquement leurs doutes de voir Paris « se mêler de sauver des vies » après avoir si longtemps soutenu le régime de Juvénal Habyarimana, MSF a mené, dès la mi-avril, un efficace travail de lobbying. Pourquoi ? « Seule la France a proposé une solution... »

Paris, faute de mieux. Chez Médecins du monde (MDM), on refuse cette politique du moindre mal. Le 17 juin, Bernard Grandjon, président de MDM, rencontre Edouard Balladur (il a déjà vu le chef de l'Etat le 4 juin) : « Compte tenu de l'appui



Alain Juppé.

que la France a apporté dans le passé à ceux qui allaient devenir les principaux artisans du génocide, elle n'est pas la mieux placée pour envoyer directement une force d'interposition », lui explique-t-il. Position appuyée par l'Action internationale contre la faim (AICF), où l'on récuse toute intervention sans accord du FPR et où l'on réclame, en outre, le démantèlement des milices hutues et l'arrestation de leurs chefs.

Ces prises de position divergentes mettent une fois de plus à jour les ambiguïtés de l'action humanitaire, écartelée entre son impuissance à empêcher, seule, des

massacres et sa répugnance à « s'associer » à toute forme de solution politico-militaire, a fortiori soupçonnée de partialité. Comme en Somalie, les ONG redoutent la confusion que les populations civiles ne manqueront pas de faire entre leur personnel et les « militaro-humanitaires » français. Ils ont peur que Turquoise gèle les rapports de force sur le terrain, ce qui reviendrait, *ipso facto*, à soutenir l'armée gouvernementale. Ils craignent, enfin, l'impunité pour les coupables : « Il y a dans l'intervention française une logique qui risque de porter les responsables de l'interven-



François Mitterrand et Edouard Balladur.

tion à négocier avec les bourreaux et de les remettre en selle », admet un responsable de MSF. Terrible menace... Fallait-il alors — et sachant que, chaque jour, des dizaines d'assassinats sont encore perpétrés — attendre des casques bleus qui n'arrivaient pas ? A MSF, on a pensé que non. Mais, ici comme ailleurs, les certitudes sont rares. Et les questions d'autant plus nombreuses que personne ne sait, finalement, comment les militaires français comptent protéger durablement la vie de réfugiés qu'ils n'ont pas pour mission d'évacuer à l'étranger. ● GÉRALDINE FAES

il critique l'interférence française dans le conflit camerouno-nigérian, mais il devient beaucoup plus circonspect sur le Rwanda. « Tout d'abord, explique-t-il en substance, il faut savoir que ni moi ni beaucoup de mes pairs africains ne pourront envoyer là-bas les contingents sur lesquels compte le secrétariat général de l'ONU : l'exemple du Liberia démontre à quel point nous sommes paralysés. Pourquoi ? Parce que nos armées sont sourdes et aveugles. Il nous faut de la reconnaissance, du renseignement électronique, une couverture aérienne, un Awacs... Je déteste d'avoir à le dire, mais c'est à vous, Occidentaux, d'y aller, tout au moins dans un premier temps. » « I hate to say that », répète Jerry Rawlings. En trois ou quatre mots, l'essentiel du sentiment d'impuissance qu'éprouve l'Afrique face à la tragédie du Rwanda, et que confirme Nelson Mandela lorsqu'il propose d'envoyer à Kigali des véhicules blindés... sans chauffeurs.

Mardi 14 juin à Paris, le père Blanchard, de retour de Kigali, tient une conférence de presse dramatique reprise par l'ensemble des médias. Il raconte comment les milices hutues ont exterminé une quarantaine d'enfants de son établissement et conclut : « Je préfère croire en Dieu qu'en les hommes. » Le lendemain, à l'issue du conseil des ministres, François Mitterrand confie à Edouard Balladur et Alain Juppé : « Nous devons absolument faire quelque chose, j'en assume l'entière responsabilité. » Cette fois, le tournant est pris. Le président français supporte très mal, il est vrai, les virulentes critiques dont il est l'objet de la part des ONG, de la plupart des journaux et du FPR à propos du soutien qu'il a longtemps accordé à Juvénal Habyarimana. Un enquêteur de la Fédération internationale des droits de l'homme a même été jusqu'à le juger « coupable d'association de malfaiteurs »... Mitterrand répète à qui veut l'entendre que tout cela lui paraît injuste et sommaire : « Que me reproche-t-on ? De n'avoir pas laissé, il y a quatre ans, se perpétrer une action déstabilisatrice menée par une minorité avec le soutien de tel pays extérieur contre un pays ami ? On imagine aisément à quel chaos conduirait la non-application d'un tel principe en Afrique. D'avoir pesé de tout mon poids pour pousser les adversaires à négocier et à s'entendre ? D'avoir alerté la communauté internationale pour qu'elle relaye mes efforts ? Si cette politique était détestable, quelle était la politique de rechange à mener ? Quel pays en a préconisé une autre ? Qui s'est proposé d'en assumer la responsabilité ? » Certes, la question

essentielle des relations avec Habyarimana est ici occultée. « Sur ce point, note un proche conseiller, Mitterrand renvoie à son fameux discours de La Baule ; son message aux chefs d'Etat était clair : « Faites la démocratie et nous vous garantissons que vos opposants laisseront leurs Kalachnikov au vestiaire. » Habyarimana n'a pas démerité à ses yeux et le FPR n'a pas déposé les armes, tout au contraire. Il pensait donc qu'il était de sa responsabilité de l'aider. »

Il n'empêche : même s'il juge révoltant le procès qui lui est fait, François Mitterrand pense aussi à l'Histoire. Il ne veut pas qu'on puisse l'accuser un jour d'indifférence face à un génocide perpétré par des soudards qui se disent amis de la France. Lui qui tient tant à « sortir par le haut » va donc jouer un rôle crucial dans l'intervention. L'idée, si ce n'est la décision, vient donc de lui. Le premier à y faire écho — et de quelle manière ! — sera Alain Juppé. Dans l'après-midi du 15 juin, de sa propre initiative, le ministre des Affaires étrangères rend publique l'intervention française. Très rapidement, l'opération Turquoise devient « son » affaire. En cinq jours, il a donc radicalement changé de position. « Juppé fonce, question de tempérament », dit-on à l'hôtel Matignon. L'explication est un peu courte. En fait, si Alain Juppé pense sincèrement que la morale a un rôle à jouer en politique, il est également fort sensible aux médias. Pour ces deux raisons, les interventions du père Blanchard et de Médecins sans frontières ont eu sur lui l'effet d'un électrochoc. De plus, comme Mitterrand, il a lui aussi souffert. Non pas à propos du Rwanda, mais des attaques menées contre lui par les intellectuels de la « liste Sarajevo » aux élections européennes, qui n'ont cessé de critiquer la « froideur » et l'« absence de cœur » de la politique française en ex-Yougoslavie. Enfin, il n'est pas interdit de voir dans la détermination du secrétaire général du RPR la volonté de démontrer que les « vrais gaullistes » n'abandonnaient pas l'Afrique. Jacques Chirac a d'ailleurs été l'un des tout premiers à apporter son soutien à l'intervention, ce qu'un bon connaisseur du sérail explicite peut-être hâtivement en ces termes : « Toute cette affaire se résume à un missile anti-Balladur ; le Premier ministre, mis devant le fait accompli, ne pouvait refuser une intervention humanitaire. Si elle réussit, Juppé en sera le principal bénéficiaire. Si elle échoue, Balladur sera coresponsable. »

Pendant une semaine, soutenu par une sorte de « front de la prudence » composé du ministre de la Défense, François Léotard,

Mitterrand pense à l'Histoire. Il ne veut pas qu'on puisse un jour l'accuser d'indifférence à l'égard d'un génocide perpétré par des soudards qui se disent amis de la France.

qui multiplie les réserves dans ses notes à Matignon, et du ministre de la Coopération, Michel Roussin, dont les relations avec Alain Juppé sont fraîches depuis que ce dernier développe son offensive africaine, Edouard Balladur et son entourage vont s'employer à minimiser la portée et le cadre de l'opération Turquoise. Lors des réunions restreintes qui regroupent politiques et militaires, les débats sont rudes. « Pas question de planifier une campagne du Rwanda, même pour les motifs les plus purs ; nous en

aurions pour dix ans », souligne ainsi Edouard Balladur le 17 juin. « Nous avons dû écarter des projets délirants, explique un conseiller du Premier ministre, les uns voulaient occuper tout le Rwanda, les autres créer des zones de sécurité comme en Bosnie, certains assimilaient Turquoise à *Restore Hope*, Paul Kagame, le chef du FPR, au général Aïdid et les "rebels" à des Khmers noirs ! »

Restreinte, recentrée et contrôlée, l'opération Turquoise sera pourtant déclenchée le 22 juin. Edouard Balladur, qui aurait pu l'empêcher, y trouverait même, dit-on, quelques vertus. A ceux

qui s'étonnent de la contradiction qui existe entre un pareil engagement et le « message africain » que compte délivrer le Premier ministre lors de son voyage à la fin de juillet en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon (en une phrase : « Prenez vos affaires en main ! »), Matignon lève les sourcils. Tout au contraire, assure-t-on : Turquoise est une intervention d'un type nouveau, une préfiguration des opérations de demain, où la France délèguera à une force africaine équipée, entraînée et « protégée » par elle le soin de faire la paix à sa place. Et d'énumérer les pays qui ont annoncé leur soutien, actif ou diplomatique, à l'initiative française : Sénégal, Egypte, Congo, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Gabon, Tchad, Burkina, Kenya, Ghana... « L'objectif est d'africaniser peu à peu nos interventions, comme les Américains avaient arabisé la leur en Irak. A terme, nos alliés n'auront plus besoin que de transports par avion, de renseignement et d'appui feu aérien. »

On est, certes, encore loin de cette guerre par délégation. Vives au départ, les critiques

de l'opération Turquoise se font par la suite plus rares. En France, l'accompagnement médiatique de l'événement, sur lequel François Léotard avait fortement insisté, a fait taire la plupart des scepticismes. Le Conseil de sécurité de l'ONU, que l'on sait incapable, de par la mauvaise volonté de ses membres, de mettre sur pied avant au moins trois mois la force interafricaine d'interposition de cinq mille cinq cents hommes réclamée par Boutros-Ghali, a donné son feu vert. Les Etats-Unis, après avoir discrètement reproché à la France de ne pas les prévenir, ont, dit-on à Paris, « joué le jeu ». Des démarches insistantes auraient ainsi été menées par le « Monsieur Afrique » du département d'Etat, George Moose, auprès de Yoweri Museveni et de Paul Kagame pour les amener à plus de souplesse. La Belgique elle-même, que l'on sait profondément agacée par la politique française d'intégration au « pré carré » de ses ex-colonies d'Afrique centrale, a approuvé Turquoise du bout des lèvres. Quitte à laisser ses militaires distiller à la presse quelques « informations » sur une éventuelle responsabilité française dans l'attentat du 6 avril contre l'avion présidentiel de Juvénal Habyarimana. Il est vrai que cette affaire demeure l'un des points obscurs de la tragédie : qui a tiré le ou les missiles antiaériens Sam 7 ? Tout juste note-t-on comme « vraisemblable » la présence, côté FPR et côté gouvernemental, de mercenaires blancs, français et belges, dont on ne sait qui les inspire exactement. Où se trouve la boîte noire de l'appareil ? On a appris, le 27 juin à Paris, qu'elle serait entre les mains de l'ex-capitaine Paul Barril, lequel aurait enquêté à Kigali pour le compte de la famille du président défunt.

Les déclarations de défiance — car elles existent, évidemment — proviennent en premier lieu du FPR et de ceux qu'il influence. Le Front dispose en effet d'un réseau de soutien fort actif en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, aussi bien organisé que sa branche armée et qui s'appuie sur la diaspora intellectuelle tutsie. Des personnalités, comme Alexandre Kimenyi, professeur à Sacramento, animent avec efficacité ce lobby qui a parfois recours aux services d'agences de communication. Son message, qui revient à accréder l'équation discutable FPR égale mouvement de libération, a incontestablement « mordu » à la fois sur les médias occidentaux et sur l'intelligentsia contestatrice africaine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la plupart des opposants d'Afrique francophone assimilent le combat du FPR à leur propre lutte et le gouvernement rwandais — soutenu par la France — au pouvoir qu'ils

rejetent. Cette « guerre » par procuration est réelle, profonde, plus sincère en tout cas que les timides critiques (qui se sont depuis muées en attentisme prudent) formulées par le secrétaire général de l'OUA. Sur ce dernier point, Paris reconnaît son erreur : « Nous aurions dû, dit-on dans l'entourage d'Edouard Balladur, consulter et informer a priori l'OUA et son nouveau président en exercice ; nous ne l'avons pas fait. »

La France en fait charrie un passé à ce point chargé, tant au Rwanda qu'ailleurs en Afrique, que nul sur le continent ne croit vraiment au caractère purement humanitaire de l'opération Turquoise. Ceux qui l'approuvent la créditent au mieux de la volonté d'en-

raier ce qui apparaîtrait à leurs yeux comme le facteur de déstabilisation le plus dangereux qu'ait connu l'Afrique depuis dix ans : une victoire militaire totale du FPR, mouvement armé venu de l'étranger. Lorsque le casier judiciaire n'est pas vierge, il est difficile, fût-on innocent, de faire jouer la présomption d'innocence.

Retour à Pierre Messmer : « J'ai entendu l'Américain Warren Christopher dire qu'il admirait le courage de la France dans cette affaire. Alain Juppé a pris cette remarque pour un compliment. Moi, je crois que c'était plutôt un clin d'œil ironique... » ●



Dessin paru dans *Al Hayat* Londres.

## « L'Afrique s'en fiche. »

Hutu, mais Hutu du Sud, Daniel H. est aujourd'hui réfugié en France. Sans nouvelles de sa famille depuis un mois, il a désiré, pour d'évidents motifs de sécurité, conserver l'anonymat. Son témoignage, qui échappe au manichéisme ambiant, est particulièrement éclairant.

« J'ai fui Kigali, où j'étais haut fonctionnaire, parce que, bien que Hutu, je ressemble physiquement à un Tutsi. Les miliciens, qui contrôlent les barrages, jugent en un coup d'œil si on est hutu ou tutsi. Si vous êtes grand, fin, avec un nez moins épâté, vous êtes automatiquement classé tutsi, donc exécuté. La carte d'identité indiquant votre lieu de naissance n'a aucune importance dans ce cas puisqu'on vous accuse de l'avoir fabriquée. Ce préjugé physique, créé par l'ethnographie belge, n'a aucune espèce de fondement mais c'est ainsi que les "interahamwe" agissent. Autre handicap mortel à condition que je parvienne à démontrer que je ne suis pas tutsi : je ne suis pas non plus un "bon" hutu. Un vrai Hutu, pour les miliciens, est un Hutu du Nord, de la région de Gisenyi-Ruhengeri d'où était originaire le président défunt Habyarimana.

« L'intervention française ? Je suis pour, en vertu du proverbe que citait, paraît-il, Lumumba : "Quand tu es au fond d'un trou et qu'une main se tend, peu importe que ce soit celle du diable." S'il y a le feu à la maison, on ne s'interroge pas sur l'identité du pompier. Le danger, ce n'est pas l'intérêt que nous porte telle ou telle puissance, mais le désintérêt, l'abandon.

« Je ne renvoie pas exactement dos à dos les milices et le FPR. Les miliciens ont commis un génocide, aussi bien à l'encontre des Tutsis que des Hutus du Sud. Il faudra arrêter leurs chefs, les juger et les condamner. Le FPR, lui, a commis des massacres

plus sélectifs et de moindre ampleur. Mais je m'insurge contre l'assimilation souvent faite en Afrique et en Occident entre le FPR et un mouvement de libération. Ce n'est pas le cas. C'est une manipulation. Il y a, au sein du Front aussi, des gens qu'il faudra arrêter et juger.

« Les Africains ? Au fond, ils se fichent du Rwanda. Au mieux, ils regardent cette tragédie à leur porte : les dirigeants parce qu'ils craignent chez eux une déstabilisation du même type, et les opposants parce qu'ils en font un usage politicien interne et dérisoire. Accuser l'Occident, voter des résolutions, parler : du Soudan au Liberia, de la Somalie au Rwanda, l'Afrique est impuissante et chaque pays se recroqueville sur ses problèmes. Les intellectuels, particulièrement, m'ont révolté. Ils refusent de regarder en face cette honte collective. Je crois que la vie humaine a, en Afrique, moins de poids qu'ailleurs parce que les libertés individuelles y sont systématiquement bafouées. On s'habitue à la violence, à la mort. Il nous manque une grande conscience capable de nous réveiller, un N'Krumah qui parlerait, agirait en notre nom. Mandela ? Il est trop âgé, trop préoccupé par ses propres problèmes, il a trop donné aussi.

« Aujourd'hui, je suis en France. J'attends désespérément des nouvelles de ma famille. J'ai déposé une demande pour obtenir le statut de réfugié, et je viens d'apprendre que, comme la plupart des Rwandais, je ne l'obtiendrai sans doute pas. C'est une décision injuste. Comment, dans ces conditions, rechercher un travail ? Pourtant, il n'est pas question de m'installer longtemps ici. Je ne cherche pas à m'incruster ni à être à la charge de quiconque. Je veux juste revivre un peu, accueillir ma famille et repartir quand la paix sera revenue. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS SOUDAN



Le ministre français de la Défense, François Léotard.

Personne, sur le continent, ne croit vraiment au caractère purement humanitaire de l'opération Turquoise.